

totale

quet. Qui est le ministre de la...
maginer que le...
rera une balle...
sant un procu...
oux sur la tête...
es, de ses amis...
ses fonction...
struction, avec...
vait représen...
onnué, un im-

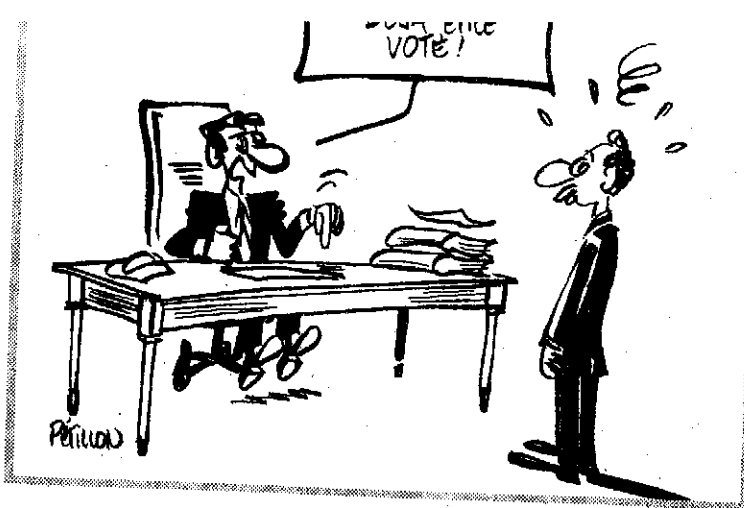
alors pour ré-...
e du parquet...
gardé de pro...
par le Parle...
ne n'est pas...
ur libre rem...
struction, qui...
tion a été cent...
ait même an...
couper le cor...
et l'exécutif...
t de... resser...
ante ans, plus...
Code de pro...
votées. Cér...
réforme sui...
voir été mises...
nde sait que...
e infinie com...
la finesse, de...
ence. Tout le...
qui a trouvé...
en se rasant.

Horeau

JN ANCIEN
RES

ST MOI
PRÉSIDENT,
N EST EN
KOCRATIE!

PANCHO



Une juge au chômage technique

LA suppression des juges d'instruction, annoncée par Sarkozy, est déjà appliquée dans son fief des Hauts-de-Seine. En témoignent les mésaventures de la juge Patricia Simon. Cette magistrate enquête sur une dizaine de millions d'euros de fausses factures d'informatique réglées par le conseil général, à l'époque de Pasqua et Sarkozy.

Le 9 janvier, elle a adressé une lettre à sa hiérarchie pour s'étonner que les policiers de la Direction nationale des enquêtes financières, chargés d'exécuter sa commission rogatoire, n'exécutent plus rien du tout. Dans ce courrier, qui figure au dossier d'instruction, Patricia Simon constate que, depuis le début d'octobre, ces super-flics ne répondent plus ni à ses lettres, ni à ses coups de fil, ni à ses courriels. Résultat : son enquête est paralysée.

La grève policière intervient juste au moment où la juge s'intéressait au rôle joué dans cette affaire par des proches d'Isabelle et Patrick Balkany. Le couple, qui compte parmi les meilleurs amis de Sarkozy, apparaît à plusieurs reprises dans le dossier : Isabelle occupe depuis des années les fonctions de vice-présidente du conseil général chargée des affaires scolaires (là où ont été constatées les fausses factures), et Patrick a recasé dans sa mairie

de Levallois une fonctionnaire du département mise en examen pour complicité.

Heureusement, d'autres affaires financières des Hauts-de-Seine sont entre de bonnes mains : celles du procureur Philippe Courroye, qui a ses entrées à l'Élysée.

Factures généreuses

Appliquant avant l'heure la réforme voulue par Sarkozy, Courroye s'abstient de confier ce genre de dossiers à un juge d'instruction. Il préfère conserver sous son seul contrôle une masse d'enquêtes préliminaires, qui finissent parfois sous la poussière...

Ainsi, une importante affaire de fausses factures et de double comptabilité portant sur la reconstruction des collèges du département dort au parquet depuis quatre ans. Plus récemment, trois autres enquêtes préliminaires ont été ouvertes pour des détournements de fonds au conseil général, mais elles traînent en longueur. Et, à Levallois, chez les Balkany, le parquet est censé travailler depuis plusieurs années sur des délits financiers qui auraient été commis à la mairie. Il n'y a plus qu'à attendre la prescription...

Hervé Liffan